

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR L'HISTOIRE DES VILLES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ATLAS HISTORIQUES DES VILLES (1955-2020)

Francesca Bocchi et Rosa Smurra

Durant la première moitié du XX^e siècle, de grandes associations non gouvernementales se sont organisées pour réunir et mettre en contact des spécialistes, dans plusieurs champs disciplinaires. Dans le domaine de l'histoire, aux congrès internationaux réunis de façon ponctuelle jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale succède un organisme permanent, constitué d'historiens européens et nord-américains : cette initiative, émise au cours du V^e Congrès international des sciences historiques (Bruxelles, 1923), se concrétise à Genève le 15 mai 1926, par la fondation du Comité International des Sciences Historiques (CISH)¹. Les activités du CISH, interrompues par la Seconde Guerre mondiale, reprennent en 1948 ; rattaché à la nouvelle Organisation des Nations unies pour la Science et la Culture, le comité se restructure et déploie de nouvelles ambitions scientifiques lors de l'assemblée réunie en 1950 à Paris, où l'UNESCO avait établi son siège.

Sous la présidence de Robert Fawtier, sont préfigurés plusieurs projets visant à la confrontation des expériences et à la comparaison des savoirs, dans l'esprit du discours inaugural prononcé par Hans Nabholz : "les congrès internationaux des sciences historiques sont une nécessité [...]. L'historiographie d'un pays qui resterait fermé à l'étude des questions qui sont traitées ailleurs que dans ses propres frontières est exposée à la partialité. Pour éviter ce danger, l'historien doit se donner la peine de comparer le résultat de ses recherches sur un sujet défini avec le travail analogue poursuivi par les historiens d'autres pays... le chemin le plus sûr pour réussir un tel effort consiste en un échange d'idées, une discussion orale dans un congrès international"². Tout était en place pour que naisse un organisme dédié à l'histoire urbaine : la Commission Internationale pour l'Histoire des Villes (CIHV). Cette communication se concentre sur l'évolution de la CIHV au cours de son existence, depuis sa fondation (1955) jusqu'à aujourd'hui (2020), en se référant principalement à l'un de ses projets clés, à savoir la mise en œuvre des atlas historiques des villes européennes.

NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES PROJETS DE LA CIHV (1955 – FIN DES ANNÉES 1960)

La Commission Internationale pour l'Histoire des Villes a commencé à prendre forme entre 1950, date du IX^e Congrès international des sciences historiques, premier d'après-guerre, et 1955, quand à Rome, lors du X^e Congrès, elle est devenue l'une des huit commissions du Comité International des Sciences Historiques sous l'appellation de "Commission pour l'histoire

1 Pour plus de détail, voir François 1974-1976.

2 Cité dans François 1974-1976.

urbaine du CISH"³. Cette période de réflexion de cinq ans correspond à un moment historique de sortie des traumatismes physiques et moraux de la Seconde Guerre mondiale. La reprise économique, progressivement plus forte, a permis de consacrer un peu d'énergie à l'histoire, dans un contexte où l'enthousiasme pour le renforcement des principes de réconciliation des années d'après-guerre se nourrissait de la vision d'une Europe libre, unie et pacifique développée dans le "*Manifeste de Ventotene*".

Ce texte, porté par un esprit de résistance et posant les bases du fédéralisme constitutionnel⁴, sur lequel l'Union Européenne s'est fondée, a été rédigé en 1941 par Altiero Spinelli, Ernesto Rossi et Eugenio Colorni, à Ventotene, île perdue de la mer Tyrrhénienne où les auteurs étaient confinés en tant qu'opposants au régime fasciste. À ce moment historique, leur proposition n'était pas seulement un idéal, mais avant tout un projet qui allait au-delà de la tragédie de la guerre et de la situation politique européenne, qui ne serait résolue qu'après quatre autres années de conflit, 55 millions de morts et des villes dévastées.

Après la guerre, l'esprit combattant du manifeste a fait prendre conscience que l'organisation politique et économique du "Vieux continent" devait en passer par un engagement véritable, par un travail militant visant à rapprocher l'Europe de l'opinion, perspective partagée en Italie et en Europe par les peuples et pas seulement par les politiques. C'est dans ce climat de réconciliation que les historiens européens ont commencé à réfléchir au thème des villes en tant que catalyseurs d'histoires locales, nationales et supranationales, arrivant ainsi, en 1955, à la proposition de création de cette commission, impulsée par l'Allemande Edith Ennen (1907-1999), le Suisse Hector Ammann (1894-1967) et le Tchécoslovaque Hermann Aubin (1885-1969)⁵. Tous les trois étaient germanophones, mais s'exprimaient en français, langue de la communauté culturelle internationale, qui resta telle presque jusqu'à la fin du millénaire.

Le but de la Commission, exprimé dès la première réunion tenue à Dijon en 1956⁶, est exposé dans le premier paragraphe des premiers statuts (1965) : la Commission "a pour objet d'établir des contacts et de faciliter la coordination des recherches entre les spécialistes de toutes les branches de l'histoire des villes"⁷. La Commission se présentait d'emblée – et est toujours – un organisme d'échanges inter- et transdisciplinaires, comprenant non seulement des historiens *stricto sensu*, mais aussi des urbanistes, des architectes, des géographes, des anthropologues et maintenant même des informaticiens. À l'époque de la fondation, la vision n'était pas aussi large qu'aujourd'hui car elle était déterminée par les fondateurs. Les quelques membres appartenant aux différents États qui ont adhéré étaient initialement tous des médiévistes et des historiens du droit. Par conséquent, les thèmes de recherche ont d'abord été limités à la période médiévale mais identifiés de manière à pouvoir engager une histoire comparative des villes européennes⁸.

3 Elle le restera jusqu'en 1965, date à laquelle, lors du XII^e Congrès International de Vienne, elle devient Commission Internationale pour l'Histoire des Villes, qui fait partie du Comité International de Sciences Historiques. Le résumé de l'histoire de la commission est présenté dans CISH 1981-1985.

4 Vayssière 2005.

5 Bonenfant 1956.

6 *Ibid.*, p. 148 : "Le but de la Commission doit consister en premier lieu à réunir et à mettre en contact personnel les milieux des divers pays qui s'occupent de recherches dans le domaine de l'histoire urbaine et à leur faciliter ainsi le travail".

7 Bonenfant 1965, 277. Il a été confirmé dans toutes les révisions ultérieures, y compris dans celle qui est actuellement en vigueur. Voir : <https://www.historiaurbium.org/statutes/> [consulté le 08/12/2021].

8 Bonenfant 1956, 151 : "L'extension des travaux au-delà du Moyen Âge – qui devra être traité en premier lieu – fut reconnue nécessaire. M. Wolff (...) attira l'attention sur l'intérêt d'une étude comparative de la démographie urbaine. L'on reconnut unanimement qu'il est souhaitable et même nécessaire de s'occuper d'une manière aussi large que possible de toutes les questions urbaines".

La CIHV a commencé par la construction d'outils de travail essentiels, bien que d'abord limités au Moyen Âge ; chaque projet s'est développé dans le cadre d'une sous-commission animée par un spécialiste. Dans le compte-rendu de la première réunion⁹, les entreprises sont présentées dans l'ordre suivant : 1) la réalisation d'un *Atlas de types de ville au Moyen Âge* ; 2) la création d'un *Elenchus fontium*, listant des sources pour l'histoire urbaine de chaque pays, dans la limite du XIII^e siècle ; 3) enfin, la mise au point d'une *Bibliographie de l'histoire urbaine au Moyen Âge* livrant une sélection critique des ouvrages essentiels par pays.

Le partage des expériences et des résultats des recherches a animé les réunions annuelles, utiles pour la gestion des affaires courantes de la Commission mais surtout pour l'échange de connaissances sur l'histoire des villes. Bien sûr, les projets n'ont pas été réalisés immédiatement. Il a fallu quelques années avant que la Commission ait pu s'organiser avec des règles concernant, entre autres, la cooptation des membres de chaque pays.

Lors de la première réunion à Dijon en 1956, il y avait déjà une petite équipe d'historiens enthousiastes : Edith Ennen (Bonn), chargée de la direction de la sous-commission *Elenchus* ; Philippe Wolff (Toulouse), nommé directeur de la sous-commission *Bibliographie* ; Hector Ammann (Aarau), pour la sous-commission *Atlas*. Dans cette assemblée siègent aussi le Belge Paul Bonenfant, le Français Philippe Dollinger (Strasbourg) et l'Allemand Hermann Aubin (Fribourg-en-Brisgau) qui deviendra plus tard le premier président de la Commission. La médiéviste Gina Fasoli (Bologne) nous a rappelé que les italiens s'agrégerent aux travaux à partir de la réunion de 1958 (Fribourg), à laquelle étaient également présents Giampiero Bognetti (historien du droit médiéval) et Ernesto Sestan (historien du Moyen Âge). Ce témoignage personnel – Francesca Bocchi ayant été élève de Gina Fasoli (1905-1992) – nous permet de dire que presque tous les membres de la Commission de ces premières années étaient des médiévistes, bien que, dès la première réunion, Philippe Wolff ait signalé la nécessité d'étendre l'accès à la Commission aux historiens des autres périodes, à l'exception des historiens de l'Antiquité, qui avaient déjà leur propre organisation.

En 1956, Hector Ammann signalait qu'avant la guerre, il avait déjà développé un projet d'atlas pour la Commission de géographie historique. Son projet d'*Atlas des types de villes au Moyen Âge* prévoyait que l'atlas serait consacré aux grandes villes et à une sélection de différents "types de villes" ; son ambition initiale semblait globale, à l'échelle européenne, ne présageant pas que l'atlas deviendrait une série de collections nationales. Pour permettre la comparaison, les cartes principales devaient toutes avoir la même échelle (1:10 000), à laquelle on devait restituer les bâtiments sur la base des plans cadastraux. Le dessein de la sous-commission dirigée par Hector Ammann, dont Philippe Wolff faisait également partie, a fait l'unanimité, tandis que l'*Elenchus* porté par Edith Ennen, se heurtant à l'étendue considérable du travail d'inventaire, devait être formalisé en un projet écrit servant à engager l'entreprise et que la sous-commission bibliographie, animée par Philippe Wolff, devait établir un modèle de recension sur la base des travaux recueillis par le Toulousain sur le Midi de la France. Ce n'est que l'année suivante qu'est entrée dans la Commission l'Anglaise Mary Lobel, qui allait jouer un rôle très important dans la production des atlas.

Cependant, au cours des premières réunions, l'ordre des priorités s'est inversé : l'intérêt principal a été porté sur la nécessité d'avoir des outils de base pour le travail, à commencer par la *Bibliographie* et l'*Elenchus*. Lors de la réunion de Maastricht en 1957, Hector Ammann a présenté le rapport de la sous-commission Atlas, ce qui a donné lieu à une discussion sur "l'ampleur que devrait prendre pareil atlas, du choix des villes qui devraient y figurer, et des méthodes cartographiques à retenir"¹⁰. On a reconnu qu'un fascicule devait être dédié à chaque

9 *Ibid.*, p. 150-152.

10 Bonenfant 1958, 163.

ville traitée, la série des fascicules formant atlas. Par ailleurs, il a été constaté que l'échelle 1:10 000 n'était pas adaptée à la représentation du parcellaire¹¹ : l'échelle 1:5 000 semblait plus appropriée, alors que à la 1:10 000 pouvait être réservé pour les cartes générales représentant la ville et ses environs. En outre, l'Allemagne a été chargée de développer un "plan-type", c'est-à-dire un modèle de carte, auquel tout le monde devrait se conformer, une fois les normes établies. L'analyse des rapports d'activité de la Commission publiés chaque année dans les *Cahiers Bruxellois* dirigés par Paul Bonenfant, d'une part, et, d'autre part, les témoignages de Gina Fasoli, alors directrice de l'Institut de disciplines historiques de l'université de Bologne, qui avait l'habitude de partager avec ses élèves les thèmes abordés lors des réunions annuelles de la Commission, nous font dire que, pendant ces années-là, on parlait surtout de la *Bibliographie* et de l'*Elenchus* et que l'on ne discutait que peu de l'*Atlas*.

Dès le départ donc, les parcours de travail étaient clairement identifiés ; néanmoins, il a fallu encore un certain temps avant que les différents membres ne trouvent les ressources humaines et matérielles pour affiner les projets et les réaliser. Lors des réunions annuelles ultérieures, des problèmes d'élaboration du plan-type de l'Atlas sont restés bien présents dans les discussions, malgré l'entrée de nouveaux membres au sein de la commission. En 1958 à Fribourg (Suisse), Emil Meyen, directeur de l'Institut fédéral des études régionales de Remagen (Rhénanie-Palatinat), avisé en matière de cartographie, soulevait à nouveau les questions d'échelle et estimait qu'il était peut-être possible de préparer des exemples de cartes au 1:5 000, mais "dans la mesure du possible, l'emplacement des maisons sera indiqué sur la base de plans cadastraux"¹². Par conséquent, il était assez sceptique quant à la possibilité d'utiliser une échelle qui ne permettait de représenter ni la forme ni l'emplacement correct des bâtiments. À Toulouse en 1961, Philippe Wolff s'est livré à une autocritique du modèle de carte qu'il présentait, tant pour la qualité que pour les coûts de la réalisation. L'Italien Giampiero Bognetti – historien du droit intéressé par l'archéologie médiévale – qui connaissait bien la valeur d'une carte détaillée, a affirmé que même l'échelle 1:5 000 était trop petite pour répondre aux buts poursuivis. La conclusion de cette discussion, dirigée par le président Hector Ammann, était ambiguë : "on devra s'adapter aux exigences du cas particulier, sans perdre de vue l'intérêt de la comparaison" et s'apparentait à une *contradictio in terminis*, l'emploi d'échelles différentes ne permettant pas la comparaison. Le reste de la discussion soulignait encore le caractère indéterminé du plan-type notamment sur l'intérêt qu'il y avait à inclure les développements urbains modernes sur la carte et la façon de les présenter du point de vue sémiologique.

Au cours des années suivantes, les expériences se sont poursuivies. En 1962, les Néerlandais ont présenté des cartes de petites villes à l'échelle 1:5 000 et d'autres de grandes villes au 1:10 000. Sur la base de ces essais, les problèmes sont devenus encore plus complexes. Il n'y a eu aucun accord sur quoi que ce soit, ni sur l'échelle, ni sur la taille des textes d'accompagnement, ni sur la manière de rapporter les découvertes archéologiques, sans compter que, surtout en Italie, comme le déclarait Gina Fasoli lors de la réunion de Vérone (1962), les jeunes historiens n'étaient pas intéressés par la cartographie historique et qu'il était nécessaire de se tourner vers les géographes.

La multiplication des expériences cartographiques a également fait apparaître des problèmes financiers et techniques. L'Allemand Heinz Stooß et l'Anglaise Mary Lobel ont ainsi signalé avec vigueur, en 1967, ces difficultés qui découlent du traitement de données géohistoriques extrêmement nombreuses¹³.

11 Rappelons qu'à cette époque, la cartographie informatique n'existe pas ; le travail cartographique, réalisé à la main (rotring), ne pouvait rendre compte de la finesse du dessin parcellaire des planches cadastrales levées à une échelle très supérieure.

12 Bonenfant 1959, 167.

13 Bonenfant 1967.

Lors de l'assemblée d'Oxford (1969), sous la présidence de Philippe Wolff, Heinz Stoob, en charge de l'organisation de l'atlas allemand, a précisé que, la cartographie existante était très hétérogène d'une ville à l'autre, il n'avait pas encore été décidé d'insérer ou non les courbes de niveau, le contexte rural, sans compter la production de nombreuses petites cartes historiques annexées au plan principal de chaque atlas. Il dénonçait que chaque année étaient remises en cause l'échelle de la carte principale – et les multiples problèmes que causait ce choix – ainsi que les différentes représentations cartographiques entre petites et grandes villes, appelant à trancher définitivement ces questions et les différends qu'elles suscitaient.

La réunion d'Oxford, bien que pour l'essentiel consacrée à la préparation du congrès du CISH de Moscou (1970), a cependant fixé le choix des villes selon les critères proposés par Edith Ennen, relatifs à la démographie urbaine : les petites villes étaient comprises entre 3 000 et 20 000 habitants, les grandes de plus de 20 000 habitants. Ceux qui traitent aujourd'hui de l'histoire des villes savent bien que vouloir appliquer ce critère à l'échelle européenne n'est pas viable, tant sont différentes les sources quantitatives (dénombrements) et fiscales (estimes et cadastres médiévaux) conservées et variées les villes en termes d'histoire et de trajectoire spatiale : ces critères quantitatifs éludent la part des données socio-économiques qualitatives, politiques et identitaires de la définition de la ville, que l'on ne peut circonscrire en raison de la complexité du phénomène, encore moins avec le seul paramètre du nombre d'habitants¹⁴.

En attendant que les incertitudes sur l'échelle de la carte principale soient résolues par une sous-commission *ad hoc* intégrant Heinz Stoob et Mary Lobel¹⁵, cette dernière a dirigé et œuvré à la réalisation du premier volume du *British Atlas of Historic Towns*, en 1969, analysant sept villes de taille variée (Banbury, Caernarvon, Glasgow, Gloucester, Hereford, Nottingham, Reading, Salisbury)¹⁶. En produisant les cartes principales à l'échelle 1:2 500, la collection britannique a fait siennes les pratiques de cartographie militaire du colonel Henry Johns et de la Société de Cartes qu'il avait fondée. Les discussions épuisantes des années 1960 concernant l'échelle de représentation se sont terminées avec le volume de Mary Lobel¹⁷. En effet, le Trust¹⁸ qui finance l'atlas britannique était d'avis que toutes les villes auraient dû avoir un atlas historique : son opinion relayée au sein de la Commission explique l'adhésion de toutes les collections nationales à la publication au 1:2 500. Depuis cette date, toutes les cartes des près de 600 fascicules et volumes imprimés de l'Atlas européen ont été réalisées à cette échelle¹⁹.

LES COLLECTIONS NATIONALES D'ATLAS : UNE PRODUCTION SCIENTIFIQUE ATTRACTIVE ET EMBLÉMATIQUE CRISTALLISANT LES TRAVAUX DE LA CIHV (ANNÉES 1970-1990)

Il avait fallu 14 ans depuis le début des activités de la Commission avant que le premier volume des atlas ne soit publié. Au cours des dix années suivantes, alors que l'engagement pour la réalisation des atlas augmentait lentement grâce à l'entrée de géographes et d'architectes à la Commission, l'intérêt pour les deux premiers thèmes (bibliographies et sources) commença à s'estomper, bien qu'ils aient été les principaux projets sur lesquels la Commission s'était appuyée

14 Bocchi *et al.*, 2002, 5-9.

15 *Cahiers Bruxellois* 1969, 103.

16 Lobel 1969.

17 Voir : <http://www.historictownsatlas.org.uk/atlas/volume-i/historic-towns> [consulté le 09/12/2021].

18 Dès le début, le soutien financier qui a permis d'organiser l'ensemble du projet provient de *The Historic Towns Trust*, qui finance la recherche en histoire urbaine et la publication d'atlas historiques (Millea *et al.* 2018, 29).

19 Simms & Clarke 2015.

au cours des 15 premières années de son existence²⁰. Le premier volume de la *Bibliographie* est daté de 1960 ; celui de l'*Elenchus* est paru en 1967²¹. L'impression de ce type de livres n'a pas manqué de poser des difficultés, tant en ce qui concerne l'engagement que ces ouvrages impliquent que leur coût. Au fil des années, l'intérêt des membres de la Commission pour ce type de travaux s'est affaibli pour des raisons qui paraissent aujourd'hui évidentes : l'*Elenchus* parce qu'il était enfermé dans une cage temporelle (les sources jusqu'à la fin du XIII^e siècle) qui, pour de nombreuses villes européennes, ne signifiait rien ; les bibliographies parce qu'elles devenaient obsolètes dès leur publication et surtout, plus tard, à l'ère d'internet, parce que les catalogues numériques de recension et les outils de recherche les ont surpassées.

À mesure que ces projets déclinaient, le projet *Atlas* est devenu de plus en plus important et significatif, même si, comme nous l'avons vu, il a été le dernier à décoller non seulement du fait des difficultés méthodologiques à identifier et élaborer un socle cartographique ouvert à la comparaison, mais aussi à cause des complications rencontrées par chaque directeur de collection et liées à la nécessité de créer une institution nationale publique ou privée pouvant supporter les charges économiques d'un projet de recherche historique requérant des compétences professionnelles techniques, généralement absentes chez les médiévistes qui étaient toujours les plus nombreux au sein de la Commission.

En 1973, Heinz Stob a publié le premier volume contenant les atlas de 10 villes allemandes (Bad Mergentheim, Buxtehude, Dortmund, Gelnhäusen, Isny, Neuwied, Öhringen, Regensburg, Schleswig et Warburg) avec la carte de base à l'échelle 1:2 500, quelques cartes complémentaires et un bref texte²².

Le modèle d'atlas français a débuté en 1973 à l'égide de Philippe Wolff, alors président de la CIHV, et de Charles Higounet, directeur du Centre de Recherches sur l'Occupation du Sol et du laboratoire de cartographie historique qui lui été associé à Bordeaux. Produits à partir d'un réseau régional d'historiens collaborateurs, les premiers atlas publiés à partir de 1982 sont l'œuvre de Jean Bernard Marquette²³. Promu par le Danish Committee for Urban History (1971), les premiers atlas finlandais de Turku et Provoo ont été publiés en 1977 dans le cadre du *Scandinavian Atlas of Historic Towns*. L'arc de la collection européenne s'élargit à l'Autriche en 1980 (*Österreichischer Städteatlas*), aux Pays-Bas en 1982, à l'Irlande (*Irish Historic Towns Atlas*) et à l'Italie (*Atlante storico delle città italiane*) en 1986.

La nuit du 9 au 10 novembre 1989 a marqué un tournant capital dans l'histoire de l'Europe : la chute du mur de Berlin a mis fin à une condition traumatique qui avait déchiré le continent durant un demi-siècle. À la suite de cet événement, les Européens de l'Ouest et de l'Est se sont sentis partie prenante d'une maison commune dans laquelle ils avaient la possibilité de recouvrer leur unité.

Pour la Commission, cela a obligé à reprendre les statuts pour redéfinir le nombre de membres représentant leur pays, étant donné que, en quelques années, les reconfigurations géopolitiques avaient bouleversé la carte des États, effaçant certains d'eux (URSS, RDA, Tchécoslovaquie), laissant apparaître d'autres sur la scène continentale, tels que les républiques baltes, la Russie, la Biélorussie, la Moldavie, la République Tchèque, la Slovaquie et, après la guerre civile des années 1990 et la disparition de la Yougoslavie, les cinq républiques autonomes des Balkans.

20 Dans les statuts actuellement en vigueur, ces activités sont nuancées, mais d'une manière ou d'une autre maintenues : la Commission "sponsors the publication of urban bibliographies by country, of selected urban history texts (*Elenchuses*), historic atlases of towns..., and supports all other kinds of study and research in urban history". Voir : <https://www.historiaurbium.org/statutes/> [consulté le 09/12/2021].

21 Van de Kieft et al. 1967.

22 Stob 1973.

23 Jean-Courret & Lavaud 2013.

Il faut rappeler que les membres des pays d'Europe de l'Est ont eu beaucoup de difficultés à produire des publications exigeantes comme les atlas avant les années 1990, sans oublier que les événements de la Seconde Guerre mondiale ont causé des dommages considérables aux archives et que les fréquents changements de délimitation territoriale ont compliqué la capacité à produire de la cartographie historique. Par exemple, la Pologne actuelle était divisée, au XIX^e siècle, entre la Russie, la Prusse et l'Autriche-Hongrie : les registres fonciers ordonnés par ces puissances ont été réalisés à des époques distinctes et surtout avec des systèmes de mesure et des méthodes de représentation différents²⁴.

Plusieurs États, issus du bloc soviétique et de ses satellites, ont fait leur entrée dans la Commission car ils ont saisi rapidement toute la portée scientifique et politique développée par ses travaux permettant de construire et de stabiliser des connaissances sur des villes et des populations sans cesse bouleversées à l'époque contemporaine. Les pays membres de la CIHV ne produisant pas tous des atlas, il était devenu délicat d'articuler les discussions générales et les réunions portant spécifiquement sur les collections nationales. En 1993, la Commission présidée par Adriaan Verhulst décide de créer l'Atlas Working Group (AWG), tournant qui marque un intérêt accru pour les atlas historiques dont la production est devenue, avec le sujet thématique d'histoire urbaine présenté lors des congrès internationaux, l'axe principal de la Commission.

L'une des premières réunions de l'AWG a eu lieu à Bologne en 1997, sur le sujet *Medieval Metropoles*²⁵. Cette année-là, les deux premiers volumes de l'atlas historique de Bologne (I, *Des Étrusques au XII^e siècle* ; II, *Le Douzième siècle*) avaient déjà été publiés²⁶ ; les volumes suivants allaient atteindre ensuite la fin de la Seconde Guerre mondiale²⁷ ; l'ensemble marque un tournant historiographique et technique essentiel qui s'est ensuite largement répandu dans la plupart des collections d'atlas. Compte tenu de la taille de la ville historique – depuis 1226-1227, elle avait une superficie de 406 ha et comptait environ 50 000 habitants – la carte au 1:2 500 a été divisée en quatre parties, une pour chacun des quatre volumes prévus (1996-1999). L'*Atlas de Bologne* n'aurait pas pu avoir cette forme et ce contenu – si apprécié par Anngret Simms dans l'introduction du volume des actes de la Conférence²⁸ – si les technologies de l'information n'avaient pas été utilisées. En effet, les sources pour l'histoire de la ville médiévale sont très nombreuses et inédites, si nombreuses que, pour ne transcrire que les sources absolument nécessaires et obtenir les données utiles, il a fallu penser à une organisation collective du travail, dépassant la solitude de l'historien au profit d'un travail d'équipe, où chaque spécialiste (archéologue, paléographe, historien de l'art, informaticien, dessinateur) s'est vu confier une tâche, tandis que la synthèse a été réalisée par les responsables des volumes. Le traitement de ces données pré-statistiques a posé de nombreuses difficultés du fait de la qualité inégale des informations enregistrées pour chaque période.

Le traitement numérique de données et de la cartographie était déjà effectué pour les atlas du nord de l'Italie, pour lesquels il a été possible d'obtenir différentes échelles de représentation à partir d'un seul prototype. Lors de la réunion de l'AWG de 1997, de nombreux membres de la commission ont présenté les résultats de leurs recherches sur les métropoles européennes, parmi lesquelles celle de l'ingénieur Fernando Lugli, cartographe de l'*Atlas de Bologne*, présentant une réflexion sur la "Méthodologie de la cartographie numérique"²⁹. Les SIG n'étaient pas encore à l'horizon mais les conditions étaient déjà là.

24 Czaja 2018.

25 Bocchi 1999b ; les textes des contributions sont traduits en anglais.

26 Sassatelli *et al.*, 1996 ; Bocchi 1995 (avec traduction en anglais).

27 Les autres volumes de l'*Atlas de Bologne* ont été publiés dans les années suivantes : Donarini & De Angelis 1997 ; Greco *et al.* 1998 ; Bocchi 1999a.

28 Bocchi 1999b, 5-7.

29 *Ibid.*, p. 127-148.

LE DÉFI NUMÉRIQUE RELEVÉ PAR LES ATLAS ET LA CIHV

Fer de lance de la CIHV, les atlas historiques des villes sont l'expression de la convergence de deux révolutions, épistémologique et technologique, autour des questions d'espace. Dès 1967, à l'époque où l'espace était encore le parent pauvre des études historiques, il apparaît pour Michel Foucault comme un objet d'histoire³⁰. Avec d'autres auteurs, le *spatial turn* des années 1970 ouvre des réflexions d'ordre sociologique et anthropologique qui interviennent plus tardivement dans le domaine des sciences historiques, au cours des années 1990³¹. Parallèlement, les progrès des sciences géomatiques, des technologies de l'information et de la communication, ainsi que la révolution numérique des deux dernières décennies ont donné aux chercheurs des outils plus performants, en particulier dans le domaine de la cartographie informatique (logiciels de topologie, SIG, webmapping)³².

Le renouvellement en profondeur des méthodes, des outils et des perspectives de recherche a intégré les débats de l'AWG dès 1997 et, malgré un certain nombre d'avancées, les défis majeurs qui se posent en matière de production, de valorisation/diffusion et de comparaison des atlas n'ont pas encore trouvé de solutions uniformes. Ces enjeux se posent à l'échelle de chaque collection nationale comme à celle de la CIHV. En matière de production d'atlas, les protocoles utilisés dans les différentes collections sont très hétérogènes. Si la plupart des publications ont abandonné les logiciels de dessin assisté par ordinateur (DAO) pour de véritables applications de cartographie informatique, il convient encore de distinguer les projets qui utilisent les logiciels de topologie de ceux qui donnent lieu à la construction de vrais SIG. Les données géohistoriques illustrent parfaitement la double nature de l'information géographique synthétisée par les logiciels de topologie qui articulent données géométriques (polygones, lignes, points) et données sémantiques (tables attributaires) au sein d'un espace géographique défini (cas urbain traité). Les logiciels utilisés sont trop communément désignés sous l'acronyme de SIG (Systèmes d'Information Géographique) ; or un SIG est le fruit d'une démarche méthodologique qui a pour objectif de "mettre au jour des phénomènes historiques, au niveau des espaces géographique, thématique et temporel par rapport à une problématique donnée et des hypothèses de départs"³³. Les différents niveaux de modélisation (modélisation spatiale, conceptuelle, logique et physique des données) ne sont pas forcément engagés dans la production des plans historiques d'un atlas qui peut néanmoins reposer sur l'usage d'un logiciel de topologie. Ces développements technologiques ne résolvent pas tous les problèmes : la production cartographique est chronophage et nécessite toujours des moyens matériels et humains qu'il faut financer, sans compter que la manipulation numérique des données, bien que porteuse d'avantages et de nouvelles possibilités, n'est pas exempte de problèmes et de contraintes.

Le deuxième enjeu concerne la forme des atlas (imprimés ou numériques) et les réseaux de diffusion associés. Là encore, certains pays restent attachés à la version imprimée, tandis que d'autres envisagent de l'abandonner pour passer à la cartographie en ligne (*webmapping*)

30 Conférence prononcée à Paris le 14 mars 1967 et éditée en 2004 (Foucault 2004) : "La grande hantise qui a obsédé le XIX^e siècle a été, on le sait, l'histoire (...). (...) L'époque actuelle serait plutôt l'époque de l'espace. Nous sommes à l'époque du simultané, nous sommes à l'époque de la juxtaposition, à l'époque du proche et du lointain, du côte à côte, du dispersé. Nous sommes à un moment où le monde s'éprouve, je crois, moins comme une grande vie qui se développerait à travers le temps, que comme un réseau qui relie des points et qui entrecroise son écheveau. (...) Il faut cependant remarquer que l'espace qui apparaît aujourd'hui à l'horizon de nos soucis, de notre théorie, de nos systèmes, n'est pas une innovation : l'espace lui-même, dans l'expérience occidentale, a une histoire et il n'est pas possible de méconnaître cet entrecroisement fatal du temps avec l'espace".

31 Pattaroni 2016.

32 Jean-Courret 2020.

33 Pirot 2009.

de leur atlas³⁴. Bien sûr, il ne faut pas tomber dans une vision manichéenne opposant les anciens aux modernes car les motivations, fondées sur des cultures éditoriales distinctes, pâtissent également du financement pérenne ou non des collections nationales. Plusieurs collections ont modifié l'apparence de la publication imprimée en privilégiant un format plus petit, plus maniable et facilitant le rangement³⁵. Le développement de plateformes d'atlas pose à la fois des questions de coût mais aussi de pérennisation par le biais de plan de gestion des données (PGD) qui ne sont pas uniformisés au sein du groupe atlas. Les publications, papier ou en ligne, se confrontent également aux normes de la science ouverte qui meuvent les productions scientifiques. Enfin, si la parution de nouveaux volumes peut envisager des modalités mixtes, restent à traiter les volumes anciens en matière de numérisation, d'océrisation et de géoréférencement des données. Depuis 2006, la Société hongroise Arcanum a proposé la numérisation d'un certain nombre d'atlas publiés au sein de la Commission : les 16 premiers numéros de l'*Atlas irlandais* ont été numérisés et présentés sur CD ROM et, en 2008, la deuxième partie de l'*Atlas de Dublin*. Par la suite, tous les *Atlas autrichiens* ont été numérisés selon la même méthode, d'abord sur DVD, avant d'être mis en ligne³⁶.

Les choix que les collections doivent opérer en matière de production scientifique et de diffusion de la recherche ne sont pas contraints par des normes uniformes élaborées par la CIHV ; ce choix, heureux en matière de liberté et de potentiel de développement scientifique, a aussi un revers qui est, pour l'heure, de limiter les ambitions comparatives affichées par la Commission dès l'époque de sa fondation. Les outils cartographiques (logiciels de topologie, SIG, webmapping) ont l'avantage de résoudre certains problèmes récurrents, notamment en matière d'échelle, car ils permettent de caler (zoom/de-zoom) à la même échelle tous les atlas urbains géoréférencés. Ces interfaces fournissent des outils d'analyse spatiale très pointus (mesures de caractéristiques parcellaires, tels que les calculs surfaciques, d'orientation des limites parcellaires, de rectangularité, de zonage, etc.) qui stimulent la réflexion sur la méthodologie et les potentiels d'exploitation : les données cartographiées de manière fiable sont aussi des données stockées pouvant être réutilisées, exploitées et augmentées par d'autres chercheurs et d'autres projets, en particulier dans des contextes comparatifs synchroniques et diachroniques. Néanmoins, pour comparer Bordeaux, Dublin ou Bologne, il semble qu'un travail de modélisation soit nécessaire pour simplifier (généraliser dirait le géographe) les formes urbaines en des modèles permettant de repérer facilement ce qui est commun ou particulier à ces villes³⁷. Qu'il s'agisse de la production et de la diffusion des atlas, l'horizon qui se dessine pour toutes les collections est de pouvoir réaliser leur *digital turn*, a minima sur les contenus cartographiques qui sont à la base de la démarche comparative ; selon les contextes, cela prendra du temps, et il est certain que l'espace de dialogue scientifique de la CIHV saura l'accompagner.

La réalisation des atlas historiques (imprimés et numériques) a eu une longue gestation et a rencontré de nombreuses difficultés. La première est le manque de continuité dans le financement de la recherche et de la publication des Atlas, voire l'absence d'une institution capable de garantir les ressources humaines et financières, facteurs qui ont empêché certains pays de préparer d'abord un programme unitaire et, s'il existait, de le mettre en œuvre. La seconde critique porte sur le fait qu'il n'est presque jamais facile de trouver la cartographie de base car elle est très

34 Chodějovská *et al.* 2015.

35 Collection *Atlas historiques des villes de France*, codirigée par Ézéchiél Jean-Courret et Sandrine Lavaud à Ausonius Éditions ; collection *Atlas historiques des villes suisses*, dirigée par Martina Stercken aux Éditions Chronos.

36 Voir : <https://www.arcanum.hu/hu/online-kiadvanyok/OsterreichischerStadtatlas-osterreichischer-stadteatlas-1/> [consulté le 09/12/2021].

37 Voir à ce sujet le dossier de publications de chrono-chorématique urbaine de la revue *M@ppemonde*, 100, 105 et 114, [en ligne] http://mappemonde-archive.mgm.fr/dos_chrono.html [consulté le 09/12/2021].

souvent différente d'une ville à l'autre dans un même pays et même les archives des bureaux cadastraux publics ne sont pas toujours en mesure de fournir ce qui est nécessaire, en raison de la détérioration due à l'utilisation de cartes cadastrales historiques et du changement des processus de production, passant du traitement manuel à la numérisation.

Pour ces raisons et d'autres, liées à la recherche de documentation, une certaine variété de mise en page (*layout*) peut être observée dans les atlas, mais, le recours général à une carte de base au 1:2 500 rend toujours possible la comparaison entre villes européennes, surtout si le potentiel offert par les SIG est exploité. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour encourager les études comparatives des villes européennes ; certaines initiatives ont été mises en place mais elles sont encore limitées aux membres du groupe de travail du CIHT qui ont réussi à trouver les ressources nécessaires. On peut raisonnablement penser que les avancées du numérique facilitera le processus d'intégration du travail des cartographes et des historiens avec le grand public des utilisateurs, de sorte que le réseau des villes constitue un soutien essentiel à une Europe pacifique et collaborative. Le parcours vers les atlas d'aujourd'hui a été long et compliqué mais la Commission a su se renouveler et trouver, dans les discussions sur la méthode, la meilleure voie à suivre.

BIBLIOGRAPHIE

- Armano, G., Schaerf, M. et Semeraro, G., éd. (2008) : *Intelligenza artificiale e Scienze della Vita*, Cagliari.
- Bocchi, F., dir. (1995-1999) : *Bologna, Atlante storico delle città italiane. Emilia-Romagna*, 2, 4 vol., 1 Cd-Rom, Casalecchio di Reno.
- Bocchi, F. (1995) : *Il Duecento*, in : Bocchi, dir. 1995-1999, vol. 2.
- Bocchi, F., éd. (1999a) : *Atlante multimediale di Bologna. La storia, i luoghi, le persone. Cronologia e bibliografia*, vol. 5, CD-rom.
- Bocchi, F., éd. (1999b) : *Medieval Metropolises. Metropoli medievali, Proceedings of the Congress of Atlas Working Group, International Commission for the History of Towns*, 8-10 maggio 1997, Bologna, Casalecchio di Reno.
- Bocchi, F., Ghizzoni, M. et Smurra, R. (2002) : *Storia delle città italiane dal Tardoantico al primo Rinascimento*, Turin.
- Bonenfant, P. (1956) : "Commission pour l'Histoire urbaine du Comité international des Sciences historiques. Première réunion tenue à Dijon du 4 au 6 avril 1956", *Cahiers Bruxellois*, 1, 2, 147-152.
- Bonenfant, P. (1958) : "Commission pour l'Histoire urbaine du Comité international des Sciences historiques", *Cahiers Bruxellois*, 3, 2, 161-163.
- Bonenfant, P. (1959) : "Commission pour l'Histoire urbaine du Comité international des Sciences historiques", *Cahiers Bruxellois*, 4, 1-2, 166-170.
- Bonenfant, P. (1965) : "Commission international d'Histoire urbaine du Comité international des Sciences historiques", *Cahiers Bruxellois*, 10, 3-4, 273-278.
- Bonenfant, P. (1967) : "Commission international pour l'Histoire des villes du Comité international des Sciences historiques", *Cahiers Bruxellois*, 12, 2, 85-96.
- Cahiers Bruxellois* (1969) : "Commission international pour l'Histoire des villes du Comité international des Sciences historiques", *Cahiers Bruxellois*, 14, 2, 97-107.
- Chodějovská, E., Gearty, S. et Strake, D. (2015) : "The 'Digital Turn' of the European Historic Towns Atlas: comparing solutions for digital atlas production and online presentation", *Città e Storia*, 10-1, 89-121.
- Comité International des Sciences Historiques (1981-1985) : *Bulletin d'information du Comité International des Sciences Historique*, n°12.
- Czaja, R. (2018) : "The Historical Atlas of Polish Towns. Between Source edition and the Cartographic presentation of research on the history of towns", *Studia Geohistorica*, 6, 80-89.
- Dondarini, R. et de Angelis, C. (1997) : *Da una crisi all'altra (secoli XIV-XVII)*, in : Bocchi, dir. 1995-1999, vol. 3.
- François, M. (1974-1976) : "Cinquante ans d'histoire du Comité International des Sciences Historiques", *Bulletin d'information du Comité International des Sciences Historiques*, 10, [en ligne] <https://www.cish.org/index.php/fr/page-2/archives-et-histoire/cinquante-ans-dhistoire-du-comite-international-des-sciences-historiques/> [consulté le 09/12/2021].
- Foucault, M. (2004) : "Des espaces autres", *Empan*, 54-2, 12-19 [en ligne] <https://www.cairn.info/revue-empan-2004-2-page-12.htm> [consulté le 09/12/2021].
- Greco, G., Preti, A. et Tarozzi, F. (1998) : *Dall'età dei lumi agli anni Trenta (secoli XVIII-XX)*, in : Bocchi, dir. 1995-1999, vol. 4.
- Jean-Courret, É. (2020) : "Cartographier la fabrique urbaine : réflexions et langages cartographiques au service de l'histoire urbaine", in : *La ciudad de los Campesinos. Villas nuevas, pequeñas villas, villas mercado, XLVI Semana Internacional de Estudios Medievales Estella-Lizarra*, 16-19 juillet 2019, Pampelune, 2020, 37-60.
- Jean-Courret, É. et Lavaud, S. (2013) : "Atlas Historique des Villes de France. Les dynamiques d'une collection", *Histoire urbaine*, 37, 149-157.
- Lavaud, S. et Schmidt, B., éd. (2009) : *Représenter la ville*, Ausonius Scripta Mediævalia 30, Bordeaux.
- Lobel, M., éd. (1969) : *Historic towns: maps and plans of the towns and cities in the British Isles, with historical commentaries, from earliest times to 1800*, British Atlas of Historic Towns 1, Londres-Oxford.
- Lugli, F. (1999) : "Metodologia della cartografia digitalizzata", in : Bocchi, éd. 1999b, 127-148.
- Millea, N., Parry, K. et Phillips, A. (2018) : "The European Historic Towns Atlas project and the British contribution", *IMCoS Journal*, 153, 26-36.
- Opl, F. (2011) : "The European Atlas of Historic Towns. Project, Vision, Achievements", *Ler História*, 60, 169-182.

- Opll, F. (2018) : "The Austrian Atlas of Historic Towns as part of the European Historic Towns Atlas project", *IMCoS Journal*, 153, 37-39.
- Pattaroni, L. (2016) : "La trame sociologique de l'espace", *SociologieS*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/sociologies/5435> [consulté le 09/12/2021].
- Pirot, F. (2009) : "De la modélisation de l'information géographique à la création de données géo-spatiales", in : Lavaud & Schmidt, éd. 2009, 309-343.
- Sassatelli, G., Morigi Govi, C., Ortalli, J. et Bocchi, F. (1996) : *Da Felsina a Bononia. Dalle origini al XII secolo*, in : Bocchi, dir. 1995-1999, vol. 1.
- Simms, A. (2015) "European Historic Towns Atlas project: origin and potential", in : Simms & Clarke, éd. 2015, 13-32.
- Simms, A. et Clarke, H., éd. (2015) : *Lords and Towns in Medieval Europe. The European Historic Towns Atlas Project*, Londres-New-York.
- Simms, A. et Gearty, S. (2019) : "The European Historic Towns Atlas project: success and challenges (with particular reference to the Irish Historic Towns Atlas)", *Urban History*, 46-1, 149-162.
- Smurra, R. et Paselli, E. (2008) : "Bologna medievale, GIS e Google Earth: nuove forme di pubblicazione e fruizione per la ricerca", in : Armano *et al.*, éd. 2008, 92-100.
- Van de Kieft, C., Niermeyer, J. F., Diestelkamp, B., Martens, M. et Fritz, B., éd. (1967) : *Elenchus fontium Historiae urbanae*, 1, Leiden.
- Vayssière, B. (2005) : "Le manifeste de Ventotene (1941) : acte de naissance du fédéralisme européen", in : *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 217-1, 69-76, [en ligne] <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2005-1-page-69.htm> [consulté le 09/12/2021].

Francesca Bocchi
Université de Bologne en Italie

Rosa Smurra
Université de Bologne en Italie

Retrouvez la version en ligne gratuite
et ses contenus additionnels

